

CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES DE VENTE

Les Conditions Générales de Vente sont celles du Décret N° 94 490 (15 juin 1994 application de l'article 31 de loi N° 92 645 du 13 juillet 1992) fixant les conditions d'exercices des activités relatives à l'organisation et vente de voyages et séjours. Elles doivent figurer au verso du bulletin d'inscription remis par l'agent de voyages

Art. 95- Sous réserve des exclusions prévues au deuxième alinéa (a et b) de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donne lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par le présent titre. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titre de transport sur ligne aérienne non accompagnés de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés.

La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par le présent titre.

Art. 96 - Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

1 - Les repas fournis.

2 - Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil.

3 - Les repas fournis.

4 - La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit.

5 - Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas notamment de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement.

6 - Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix.

7 - La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour : cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ.

8 - Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte indiqué à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier du paiement du solde.

9 - Les modalités de révision des prix telles que prévu dans le contrat en application de l'article 100 du présent décret.

10- Les conditions d'annulation de nature contractuelle.

11- Les conditions d'annulation définies aux articles 101 - 102 - 103 ci-après.

12- Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agences de voyages et de responsabilité civile des associations et organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme.

13- L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assurance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Art. 97 - L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments. En tout état de cause, les modifications apportées à

l'information préalable doivent être communiquées par écrit au consommateur avant la conclusion du contrat.

Art. 98 - Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

1 - Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et adresse de l'organisateur.

2 - La destination ou les destinations du voyage et en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates.

3 - Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, heures et lieux de départ et retour.

4 - Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages des pays d'accueil.

5 - Le nombre de repas fournis.

6 - L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit.

7 - Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour.

8 - Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article 100 ci-après.

9 - L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies.

10- Le calendrier et les modalités de paiement du prix : en tout état de cause, le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieure à 30% du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise du document permettant de réaliser le voyage ou le séjour.

11- Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur.

12- Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou de mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur, et signalée par écrit, éventuellement, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés.

13- La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour serait liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article 96 ci-dessus.

14- Les conditions d'annulation de nature contractuelle.

15- Les conditions d'annulation prévues aux articles 101, 102, 103, ci-dessous.

16- Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur.

17- Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur), ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladies : dans ce cas le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus.

18- La date limite d'information du vendeur en cas de cession de contrat par l'acheteur.

19- L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :

a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté, ou, à défaut le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur.

b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Art. 99 - L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour tant que ce contrat n'a produit aucun effet.

Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière ce délai est porté à quinze jours.

Cette cession n'est soumise en aucun cas à une autorisation préalable du vendeur.

Art.100 - Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision de prix dans les limites prévues à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Art.101 - Lorsque avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat tel qu'une hausse significative du prix, l'acheteur peut, sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après avoir été informé par le vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception.

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées :

- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur : un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant son départ.

Art.102 - Dans le cas prévu à l'article 21 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, lorsque avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception : l'acheteur, sans préjudice des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées : l'acheteur reçoit dans ce cas une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Art.103 - Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjudice des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser dès son retour, la différence de prix.

- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.

JLT ASSURANCE : Pour toutes causes justifiées une assurance Multirisque Europ Assistance (Chaubet Courtage) vous sera proposée. Nous consulter.

Les conditions générales énoncées ci-dessus ne dispensent pas le voyageur de prendre connaissance des conditions particulières de vente de JLT VOYAGES, conditions auxquelles il s'oblige également à respecter. Toute inscription doit être accompagnée d'un acompte de 30% et le solde devra être réglé plus d'un mois avant le départ sauf avis contraire réclamé par les prestataires de service lors de votre réservation. Pour les forfaits JLT VOYAGES, le barème des frais d'annulation ou de modification en vigueur reste le suivant : + de 30 Jours : Frais de dossiers de 320€ par personne non remboursables - De 30 à 21 Jours : 25% du prix du voyage. - De 20 à 15 Jours : 50% du prix du voyage. - De 14 à 8 Jours : 75% du prix du voyage. - De 07 Jours au jour du départ 100% et ceci sauf avis contraire des frais d'annulation plus importants imposés et retenus par les prestataires tels que les croisières, billets d'avion, excursions, spectacle... Ces pénalités sont aussi valables pour les ventes à distance téléphone et internet. En cas de refus, même oral, JLT VOYAGES sera entièrement dégagé de toutes responsabilités. Toutes les réclamations relatives à un voyage, croisières etc..., devront être adressées par pli recommandé à votre agence de voyages. Après avoir saisi le service client de votre agence et à défaut de réponse satisfaisante dans un délai de 30 jours, le client peut saisir le médiateur du tourisme et du voyage dont les coordonnées et modalités de saisine sont disponibles sur son site www.mtv.travel. L'inscription à un voyage implique l'acceptation des conditions générales et particulières de JLT VOYAGES et de la nouvelle réglementation aérienne en vigueur qui nous oblige à vous refacturer l'augmentation de la hausse de carburant et taxes aériennes pouvant intervenir après le règlement de votre solde et avant votre départ.

JLT VOYAGES, SARL au capital de 12 200 €
50 rue Bobillot 75013

IM 75100168 - Garantie Financière APS - SIRET 42 9213 192 000 17 - Code APE 633Z - ASSURANCE HISCOX N° 73 791